

Reconstruire l'Inde rurale: possibilités de nouveaux investissements dans les forêts et les emplois verts

J.R. Matta

Une augmentation modérée des fonds affectés aux forêts au titre de la loi nationale pour la garantie de l'emploi rural pourrait revitaliser l'économie rurale et l'environnement.

Les emplois verts reçoivent aujourd'hui une attention sans précédent, car ils sont le signe d'une économie plus viable et d'une société qui conserve l'environnement pour les générations présentes et futures (OIT, 2008). La crise économique actuelle présente d'énormes possibilités de progresser vers un avenir plus vert en imprimant un élan vigoureux au secteur forestier, qui permettra de générer des emplois, de créer des biens réels et durables, et d'aider à reconstruire l'Inde rurale. Le chômage représente un problème grave en Inde depuis bien avant la crise, et il constitue une cause importante de troubles politiques et sociaux. La création d'emplois pourrait aussi contribuer à résoudre des conflits sociaux.

L'Inde est la quatrième économie la plus importante du monde en termes de produit intérieur brut (PIB, mesuré sur la base de la parité de pouvoir d'achat), et elle a atteint un taux moyen de croissance annuelle de 7,5 pour cent du PIB au cours de cette décennie. Cependant, malgré cette croissance extraordinaire, le taux global de chômage dans le secteur officiel s'est accru, passant de 6,1 pour cent en 1994 à 8,3 pour cent en 2005 (Ministère des finances, 2009). Malgré l'accroissement des possibilités d'emploi, la main-d'œuvre a augmenté plus vite, à un taux de 2,8 pour cent entre 2000 et 2005, laissant au chômage environ 35 millions de personnes en 2005. Le secteur informel, qui ne bénéficie pas de la sécurité sociale, représente 93 pour cent de la main-d'œuvre du pays (EPWRF, 2009). Cette situation est particulièrement sombre dans les zones rurales, où vivent 74 pour cent de la population indienne au chômage. L'agriculture traditionnelle devenant moins viable économiquement, et la récession économique récente privant d'emplois plusieurs milliers de tra-

vailleurs, les conditions de la population rurale ont empiré.

La majorité de la croissance dans les emplois non agricoles s'est située dans le secteur informel et ses activités autonomes à faible productivité, comme le petit commerce, la gestion des hôtels et la construction. La part du secteur manufacturier ne s'est accrue que marginalement (NSSO, 2008). Beaucoup de gens ne peuvent pas trouver d'emploi rural fixe et, en désespoir de cause, doivent se contenter d'un emploi autonome souvent précaire (Centre pour la science et l'environnement, 2008). Tant que se poursuivra la tendance actuelle où davantage de femmes cherchent du travail, le nombre de chômeurs ira en augmentant. Pour répondre à la demande croissante de nouveaux emplois, il faudrait que le nombre d'emplois non agricoles augmente rapidement et atteigne environ 6 pour cent.

Le présent article analyse les avantages que l'Inde pourrait tirer de l'investissement d'environ 4 milliards de dollars EU dans le secteur forestier, en termes d'emplois mais aussi de bienfaits sociaux, économiques et environnementaux.

INCIDENCE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ACTUELLE

La récession économique qui a commencé à toucher les économies avancées au milieu de l'année 2007 a aggravé la situation du chômage en Inde au travers de boucles de rétroactions pernicieuses (Mohan, 2008). Par exemple, les afflux totaux nets de capital en Inde sont tombés, passant de 17,3 milliards de dollars EU entre avril et juin 2007 à 13,2 milliards au cours des mêmes mois en 2008. La demande d'investissements s'est ralentie, et l'indice de la production industrielle a indiqué une croissance négative. L'industrie du logiciel a été sérieusement touchée, et les exportations ont diminué en conséquence.

La crise a notamment ralenti le secteur des services, moteur de croissance primordial de l'Inde ces dernières années (Subbarao, 2009). Elle a aussi eu des répercussions négatives pour la construction, les transports et la communication, le commerce, et le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, modérant sensiblement la croissance du PIB (Mohan, 2008). D'après le Ministère indien du travail, le nombre total d'emplois dans huit secteurs clés de l'économie a baissé, passant de 16,2 millions à 15,7 millions entre septembre et décembre 2008. Quelques syndicats ont estimé que le nombre d'emplois perdus s'élevait à 2 millions. Les gains moyens des Indiens ont également baissé de 3,5 pour cent pendant le dernier trimestre de 2008 (*Indian Express*, 2009).

La crise économique a en outre encouragé une forte inversion de migration. D'après les statistiques, dans la seule ville de Surat, par exemple, entre 200 000 et 400 000 travailleurs de l'industrie du diamant seraient retournés dans leurs villages (EPWRF, 2009). De même, la moitié des travailleurs migrants du secteur de la construction de Bangalore (environ 500 000) ont quitté la ville en quête d'emplois ailleurs. Les pertes d'emplois intéressaient en premier lieu les entrepreneurs et les travailleurs mal payés du secteur informel. Le retour de milliers de travailleurs au chômage a eu un effet négatif sur la qualité de vie dans les zones rurales, déjà soumises à un grave stress économique. Cette situation impose une profonde réflexion sur les priorités du développement rural et un effort immédiat pour promouvoir de nouvelles possibilités d'emploi dans le pays.

Plantations forestières en Inde

La superficie occupée par les plantations forestières en Inde est d'environ 32,57 millions d'hectares, soit 17 pour cent de la superficie mondiale de plantations forestières; il s'agit de la deuxième superficie forestière la plus étendue du monde après la Chine. L'Inde détient la part la plus importante des plantations de teck et de bois de rose du monde. Les plantations industrielles représentent 37 pour cent des plantations totales et jouent un rôle important en fournissant la matière première utilisée par les industries du bois (Commission nationale des forêts, 2006).

SITUATION ACTUELLE DE LA FORESTERIE EN INDE

L'enjeu des ressources

L'Inde possède une superficie forestière de 67,7 millions d'hectares, soit 22,8 pour cent de ses terres émergées (FAO, 2006). Les forêts représentent la deuxième utilisation des terres la plus importante après l'agriculture et apportent une contribution d'environ 1,5 pour cent au PIB national (Banque mondiale, 2006). Le quart de la population indienne, soit environ 250 millions d'habitants, dépend entièrement ou partiellement des forêts pour survivre; dans ce groupe, les populations vivant à l'orée des forêts, qui représentent la majorité, sont parmi les plus pauvres et les plus vulnérables.

Grâce aux activités de boisement et de reboisement, l'Inde est l'un des seuls pays d'Asie du Sud à avoir conservé son couvert forestier ces dernières années. Pourtant, les forêts du pays subissent une immense pression. Environ 41 pour cent des forêts sont plus ou moins dégradées. À peu près 78 pour cent de la superficie forestière sont sujets au pâturage intense et 50 pour cent sont exposés aux incendies de forêt. L'agriculture itinérante menace 10 millions d'autres hectares (Commission nationale des forêts, 2006). La perte de forêts entraîne une érosion irréversible, la réduction de la fertilité des sols, l'affaiblissement de la fonction de captage des eaux des bassins versants, des inondations en aval, la réduction de la biodiversité et l'aggravation de la pauvreté rurale.

Les produits forestiers non ligneux (PFNL) sont une source importante de moyens d'existence pour des millions de personnes tributaires des forêts; ils représentent 75 pour cent des recettes totales d'exportation forestière. Cependant, leur potentiel économique s'étant accru, ils sont maintenant surexploités.

Le pays fait face à des déficits considérables en matière de production de fourrage, de combustibles et de bois d'œuvre. Les forêts fournissent des pâturages à plus de 50 pour cent des 500 millions de têtes de bétail, et de 175 à 200 millions de tonnes de fourrage vert sont récoltées chaque année. Environ 75 pour cent de toute la production forestière de l'Inde consistent en bois de feu, ramassé principalement dans les forêts naturelles. La forêt est le plus grand fournisseur d'emplois du secteur énergétique indien, avec environ

Importations forestières

Les importations de produits forestiers de l'Inde s'élevaient à 1,6 milliard de dollars EU en 2001, contre des exportations d'une valeur de 94 millions de dollars. L'Inde est le troisième importateur le plus important de grumes tropicales, provenant en majeure partie de Malaisie et d'Indonésie, mais avec des quantités croissantes venant d'Afrique. En 2000-2001, la valeur des importations de pâte et de papier s'élevait, à elle seule, à 800 millions de dollars; selon les prévisions, elle devrait atteindre 3,2 milliards de dollars en 2011 (Commission nationale des forêts, 2006).

11 millions de personnes se consacrant au commerce du bois de feu (officiellement et de façon informelle), dont la valeur s'élève à plus de 17 milliards de dollars EU. Mais en 2006, la récolte de bois de feu a dépassé de 139 millions de tonnes la quantité pouvant être extraite durablement des forêts (Commission nationale des forêts, 2006).

Près de 33 millions d'hectares de plantations forestières ont été établies entre 1951 et 1999 (voir l'encadré à gauche). Cependant, les industries forestières souffrent de graves pénuries de matière première et ne peuvent satisfaire une demande qui s'accroît rapidement. L'Inde est un importateur net de produits forestiers (voir l'encadré ci-dessus). Le déficit de l'approvisionnement en bois, qui a été estimé à environ 39 millions de mètres cubes en 2006, est aussi comblé en partie par des extractions non réglementées dans les forêts naturelles et les forêts plantées.

Initiatives forestières stratégiques

Le Ministère de l'environnement et des forêts s'est fixé pour objectif d'accroître le couvert forestier et arboré pour qu'il atteigne 33 pour cent de la superficie géographique du pays. À cette fin, le gouvernement dépense environ 4 pour cent du PIB national (en termes nominaux) moyennant son programme national vedette de boisement (250 millions de dollars EU investis pendant le dixième plan quinquennal, 2002-2007) et d'autres initiatives nationales telles que le programme Grants-in-Aid for Greening India et le projet Gram Van Yojana récemment lancé pour encourager la plantation d'arbres sur des terrains



DÉPARTEMENT DES FORÊTS DU TAMIL NADU

La loi nationale garantissant l'emploi rural promeut les activités de conservation de l'eau, comme la construction d'étangs de percolation et de canaux de récolte de l'eau à l'orée des forêts, afin de réalimenter la nappe phréatique et de favoriser l'agriculture locale

communautaires et des terrains publics non forestiers. Les gouvernements des États s'emploient également à mettre en œuvre des projets de boisement, reboisement et conservation de la biodiversité.

La gestion participative des forêts est appliquée à grande échelle grâce à des initiatives de gestion forestière conjointe, auxquelles participent des villageois qui collaborent avec les départements des forêts gouvernementaux en matière de protection et de restauration des forêts, en échange d'une part de la production, comme des PFNL et du petit bois. En février 2007, 100 000 institutions villageoises locales géraient 22 millions d'hectares de forêts.

UNE INITIATIVE IMPORTANTE D'EMPLOI RURAL

La loi nationale pour la garantie de l'emploi rural (NREGA) de 2005 assure légalement 100 journées de travail à la population rurale – premier plan pour l'emploi de ce type à l'échelle du pays. La loi est importante pour trois raisons: elle vise à abolir la pauvreté extrême dans les villages, en assurant que les plus pauvres reçoivent suffisamment de travail; elle aide à rendre autonomes les gouvernements locaux, car c'est d'eux que relève l'application de la loi; et elle soutient des activités rémunératrices qui pourraient rendre les villages potentiellement autosuffisants. En 2006-2007, plus de 100 000 villages ont mis en œuvre ce plan, chacun dépensant en moyenne 20 000 dollars EU. Depuis le

mois d'avril 2008, la NREGA a été étendue à la totalité des 596 districts du pays (Ministère des finances, 2009), et environ 6 milliards de dollars EU devraient être dépensés chaque année. En avril 2009, environ 45 millions de travailleurs, dont la moitié de femmes, ont obtenu un emploi en vertu de cette loi (Ministère du développement rural, 2009).

Du fait que l'idée maîtresse de la NREGA est de renforcer la base des ressources naturelles dans les zones rurales, on considère qu'il s'agit du programme de restauration écologique le plus important du monde (Centre pour la science et l'environnement, 2008). De nombreux villages ont déjà bénéficié de son soutien aux programmes de conservation de l'eau – d'une extrême importance dans les zones pluviales de l'Inde, où vivent 40 pour cent de la population nationale. Une bonne structure de récolte de l'eau peut servir à produire une récolte supplémentaire, et 1 hectare irrigué peut créer de nouveaux emplois pour 2,5 personnes.

Cependant, un défi important auquel fait face actuellement la NREGA consiste dans le peu d'attention accordée à la durabilité des emplois générés. En raison de l'approche fondée sur les objectifs, la mise en application de cette loi privilégie les travaux faciles à exécuter, comme la construction de routes (Centre pour la science et l'environnement, 2008).

POSSIBILITÉS DE CRÉER DES EMPLOIS DANS LE SECTEUR FORESTIER

À l'heure actuelle, les activités liées à la plantation d'arbres et à la protection contre la sécheresse représentent environ 8 pour cent du financement de la NREGA, mais le secteur forestier pourrait obtenir un surcroît d'investissements pour aider à déclencher une croissance économique

réelle. De fait, la Commission nationale des forêts a recommandé une augmentation considérable de l'affectation de fonds aux opérations forestières et concernant les bassins versants, afin d'atteindre 20 pour cent du financement du programme de développement rural.

Même une augmentation modérée des fonds de la NREGA affectés à la foresterie pourrait facilement générer environ 4 milliards de dollars EU en cinq ans. Sur la base de l'emploi déjà créé par la NREGA, on peut estimer qu'un investissement de cet ordre pourrait générer environ 1 533 millions de jours-personnes d'emploi. En supposant qu'une tâche fournisse entre 150 et 200 journées d'emploi sur un an (puisque le secteur forestier, tout comme d'autres secteurs ruraux, ne prévoit pas des emplois assurés pendant toute l'année), cet investissement pourrait créer de 8 à 10 millions d'emplois. Mis à part la NREGA, il existe aussi d'autres programmes forestiers ordinaires qui mettent fortement l'accent sur la génération d'emplois.

Les activités forestières peuvent être regroupées en trois types d'utilisation des terres, comme suit.

Sur des superficies classées actuellement comme forêts

Ces forêts sont destinées normalement à réaliser les objectifs de conservation nationaux et à satisfaire les besoins en moyens d'existence des communautés vivant à l'orée des forêts, grâce au programme de gestion conjointe des forêts. Les forêts naturelles sont également importantes pour la fourniture permanente de biens et services environnementaux.

- **Restauration des forêts.** Les forêts dégradées ont fortement besoin d'être restaurées pour pouvoir améliorer leur productivité. Les opérations d'entretien comme le sarclage, les éclaircies

La foresterie comme entreprise communautaire

Avec à peine 20 ha en production, une communauté pourrait extraire jusqu'à 5 m³ par an de grumes de sciage d'une forêt de haute qualité des sals (*Shorea robusta*), et gagner chaque année un revenu brut de 15 000 dollars EU (sur la base d'un prix marchand moyen de 150 dollars le mètre cube). Ce chiffre représenterait un revenu supplémentaire de 150 dollars par an s'il était partagé entre 100 ménages (Banque mondiale, 2006).

et les soins, ainsi que les activités de régénération telles que la préparation des terres, la production en pépinière et la plantation, emploient aussi un grand nombre de personnes. Les zones faisant l'objet du programme de gestion conjointe des forêts pourraient grandement bénéficier d'investissements accrus, afin d'améliorer leur productivité et leur gestion. Le revenu tiré des forêts à gestion communautaire pourrait passer de 222 millions de dollars EU estimés en 2004 à environ 2 milliards par an en 2020 (voir l'encadré ci-dessus).

- **Protection et gestion renforcées des forêts.** Des mesures de protection et de maintien du couvert forestier actuel – par exemple, protection contre les incendies, consolidation des limites forestières et création d'infrastructures comme les tours-vigies – sont

Les activités de restauration, comme la préparation des terres, la production en pépinière et la plantation, fournissent des emplois à de nombreuses personnes – forêt dégradée au Tamil Nadu en 1997 (à gauche, dans le fond) et vue sur la même forêt en 2004 après sa restauration



DÉPARTEMENT DES FORÊTS DU TAMIL NADU

indispensables. Le suivi systématique des forêts et la gestion d'une base de données sont également nécessaires pour améliorer la planification et la gestion des forêts.

- **Conservation de la biodiversité.** Les aires protégées et d'autres lieux sensibles sur le plan écologique devront être gérés systématiquement avec un surcroît d'investissements pour améliorer les habitats de la faune sauvage, établir des couloirs pour les animaux sauvages, là où il convient, et fournir une compensation appropriée pour les dommages causés par la faune sauvage aux personnes et aux cultures agricoles.
- **Réhabilitation des bassins versants.** Les forêts forment une zone de captage des eaux essentielle pour de nombreux systèmes hydrologiques; elles sont donc d'une immense valeur pour l'Inde exposée à la sécheresse. En outre, les écoulements d'eau venant des zones montagneuses boisées génèrent de l'énergie hydroélectrique. Les activités de réhabilitation des bassins versants, comme l'établissement de fossés de niveau, le comblement des ravines, la construction de barrages de retenue et la plantation d'espèces adaptées sont toutes à forte intensité de main-d'œuvre.

Sur d'autres terres publiques et communautaires

Les zones appartenant à cette catégorie comprennent les terres publiques, les mangroves et les terres humides le long des côtes, les zones dénudées souvent classées comme terres incultes, celles qui longent les routes, les autoroutes et les berges des canaux, ainsi que d'autres zones institutionnelles comme les écoles et les parcs entourant les édifices de bureaux. Environ

12 millions d'hectares de terres appartenant à cette catégorie pourraient être affectés à la plantation d'arbres.

- **Barrières biologiques contre les calamités naturelles.** Les rideaux-abris côtiers peuvent atténuer les catastrophes naturelles comme les tsunamis, qui ont ravagé plusieurs zones de l'Inde. Ces barrières biologiques sont aussi un moyen d'adaptation aux effets préjudiciables du réchauffement de la planète, et c'est pourquoi il est important d'enrichir les mangroves et les terres humides côtières.
- **Foresterie urbaine.** L'Inde s'urbanise rapidement, et les forêts urbaines pourraient offrir une panoplie de services environnementaux aux citadins, comme des avantages sociaux, esthétiques et microclimatiques, outre la réduction de la pollution urbaine.
- **La plantation d'arbres le long des routes et dans les terrains vagues.** Un couvert arboré accru sur des zones communes pourrait renforcer le couvert arboré et augmenter le piégeage du carbone, promouvoir une éthique de la conservation auprès du grand public et accroître les approvisionnements locaux en bois, combustible et fourrage.

Sur des terres privées

À mesure que l'efficacité économique et la compétitivité augmentent, la participation du secteur privé à la production de bois gagne en importance (Nair, 2008). Actuellement, la superficie couverte par des plantations forestières privées en Inde s'élève à tout juste 6 millions d'hectares. Pour satisfaire la demande croissante de bois et de produits à base de bois, les agriculteurs et les industries privées devront s'engager dans la production d'arbres moyennant la



La construction de barrages de retenue et d'autres structures de récolte de l'eau pour combattre l'érosion est à forte intensité de main-d'œuvre

foresterie paysanne, l'agroforesterie et les grandes plantations forestières. Des modèles agroforestiers appropriés peuvent permettre d'augmenter le couvert forestier et arboré du pays de 5 pour cent (Commission nationale des forêts, 2006). Dans le sud de la Chine, la foresterie paysanne représente 40 pour cent du revenu agricole (Banque mondiale, 2006). Les domaines ci-après appellent une attention particulière.

- **Industries forestières.** Les besoins supplémentaires en matière première du secteur de la pâte et du papier, par exemple, exigent à eux seuls des plantations d'arbres sur 1,1 million d'hectares, qui pourraient fournir des emplois à plus de 0,55 million de familles (Centre pour la science et l'environnement, 2008).
- **PFNL.** La valeur marchande intérieure des produits forestiers ayant une importance médicinale est d'environ 1 milliard de dollars EU, alors que la valeur à l'exportation de ces mêmes produits est de 62 milliards de dollars. Toutefois, la part actuelle du marché mondial de l'Inde ne s'élève qu'à 0,5 pour cent, ce qui montre les énormes possibilités d'augmenter la culture et la production durable de ressources en PFNL.
- **Bioénergie.** L'énergie commerciale tirée de la biomasse devrait jouer un rôle crucial en satisfaisant les besoins énergétiques croissants de l'Inde. Ces dernières années, le pays a énormément souffert de la hausse croissante des prix des combustibles fossiles, de l'incertitude des approvisionnements et des aléas environnementaux associés

à leur consommation. Il est impératif de passer en revue les espèces, zones et stratégies aptes à accroître les grandes plantations énergétiques.

RÉPERCUSSIONS AU PLAN DES INVESTISSEMENTS

Les avantages potentiels des investissements dans la forêt et des progrès vers une économie verte sont multiples. Des emplois de proximité peuvent être fournis à des millions de ruraux au chômage. La base renforcée des ressources pourrait favoriser les nouvelles entreprises et les infrastructures des industries du bois, les bioraffineries, l'extraction des huiles aromatiques, etc. Le revenu dégagé du nombre accru d'emplois devrait augmenter la consommation, qui stimulerait la production et générerait de nouveaux emplois. La revitalisation des villages diminuerait aussi les pressions sur les villes en matière d'emplois. Les emplois forestiers exigent moins de capital et d'intrants que les emplois dans d'autres secteurs, comme la technologie de l'information. Ils varient largement suivant le type d'opération et le niveau de technologie, et sont adaptables aux conditions et capacités locales.

L'investissement dans des emplois verts contribuerait aussi à réaliser l'objectif de mettre 33 pour cent de la superficie du pays sous un couvert vert, tout en procurant des avantages environnementaux. Une «Inde verte» était l'une des huit priorités identifiées par le Plan d'action national sur le changement climatique annoncé par le Premier Ministre en juin 2008. La prévention de la déforestation et de la dégradation ainsi que l'augmentation du piégeage du carbone contribueront aux efforts d'atténuation du changement climatique. L'agroforesterie, par exemple, peut piéger jusqu'à 25 tonnes de carbone par hectare et par

an. L'emploi de bioénergie permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en diminuant la dépendance de l'Inde vis-à-vis du pétrole importé. (Sur les importations totales de 24,38 milliards de dollars EU en septembre 2008, 9 milliards ont été dépensés pour importer du pétrole brut.) La lutte contre les incendies de forêt aiderait aussi à réduire les émissions de carbone, tout en conservant une biodiversité précieuse.

Ce qui est plus important, de nouvelles possibilités de création de moyens d'existence pour les villages à l'orée des forêts atténueraient les troubles sociaux et les conflits intérieurs.

CONCLUSIONS

Malgré la croissance économique phénoménale que le pays a connue ces dernières années, le chômage chronique est devenu une caractéristique prédominante de l'Inde rurale. La récession économique actuelle a aggravé les souffrances des populations rurales, augmentant la perte de moyens d'existence, la pauvreté et les troubles sociaux. Un mouvement en faveur d'un avenir vert, basé sur l'utilisation accrue des ressources renouvelables et l'atténuation des effets négatifs du changement climatique, pourrait imprimer un élan au secteur forestier, créer des biens réels et durables, et contribuer à faire sortir l'Inde rurale de la crise.

La complémentarité entre la réduction de la pauvreté et la réalisation des importants objectifs nationaux de conservation fait des forêts un excellent moyen de stimuler la croissance économique rurale du pays. Des investissements accrus dans la foresterie et l'intégration de cette dernière dans des programmes tels que la NREGA et d'autres projets de relance économique pourraient contribuer à revitaliser l'économie rurale.

Une augmentation modérée des fonds de la NREGA affectés à la foresterie, comme l'a recommandé la Commission nationale des forêts, pourrait générer environ 4 milliards de dollars EU en cinq ans. En investissant cette somme dans l'amélioration des forêts dégradées, la promotion de l'agroforesterie et l'extension du couvert forestier et arboré du pays, l'Inde pourrait créer de 8 à 10 millions d'emplois. En plus de procurer des avantages sociaux, économiques et environnementaux considérables, cette stratégie pourrait aussi mieux orienter et cibler les programmes actuels de création d'emplois. Il semble que ce soit le bon moment pour donner aux forêts une place primordiale dans la poursuite d'un développement plus équitable, inclusif et durable en Inde. ♦



Bibliographie

- Banquemondiale.** 2006. *Unlocking opportunities for forest-dependent people in India*. Report No. 34481-IN. Washington, DC, États-Unis.
- Centre pour la science et l'environnement.** 2008. *The National Rural Employment Guarantee Act (NREGA): opportunities and challenges*. New Delhi, Inde.
- Commission nationale des forêts.** 2006. *Report of the National Forest Commission 2006*. New Delhi, Inde, Ministère de l'environnement et des forêts, Gouvernement indien.
- EPWRF.** 2009. *An overview [of the financial year 2008–2009]*. Mumbai, Inde, Economic and Political Weekly Research Foundation. Disponible sur: www.epwrf.res.in/upload/MER/mer10902000.pdf
- FAO.** 2006. *Évaluation des ressources forestières mondiales 2005 – Progrès vers la gestion forestière durable*. Étude FAO: Forêts n° 147. Rome.
- Indian Express.** 2009. Earnings of workers fall by 3.45 percent in Q3: Report. 12 March. Disponible sur: www.indianexpress.com/news/earnings-of-workers-fall-by-3.45-in-q3-report/433693
- Ministère des finances, Gouvernement indien.** 2009. *Economic survey 2007–2008*. New Delhi, Inde. Disponible sur: www.indiabudget.nic.in/es2007-08/social.htm
- Ministère du développement rural, Gouvernement indien.** 2009. *National Rural Employment Guarantee Act*. New Delhi, Inde. Disponible sur: www.nrega.nic.in
- Mohan, R.** 2008. Global financial crisis and key risks: impact on India and Asia. Remarks prepared for the IMF–FSF [International Monetary Fund–Financial Stability Forum] High-Level Meeting on the Recent Financial Turmoil and Policy Responses, Washington, DC, États-Unis, 9 octobre. Disponible sur: rbidocs.rbi.org.in/rdocs/Speeches/PDFs/87784.pdf
- Nair, C.T.S.** 2008. Public sector forestry agencies at the cross-roads: are they fading into irrelevance? in *Re-inventing forestry agencies – experiences of institutional restructuring in Asia and the Pacific*, p. 7–17. Bangkok, Thaïlande, Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Disponible sur: www.fao.org/docrep/010/ai412e/ai412e00.htm
- NSSO.** 2008. *Employment and unemployment situation in India 2005–06*. National Sample Survey 62nd Round. Kolkata et New Delhi, Inde, National Sample Survey Organisation, Gouvernement indien.
- OIT.** 2008. *Green jobs: facts and figures*. Genève, Suisse, Organisation internationale du travail.
- Subbarao, D.** 2009. Impact of the global financial crisis on India: collateral damage and response. Speech delivered at the Institute for International Monetary Affairs, Tokyo, Japon, 18 février 2009. ♦